

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
Angoulême

Angoulême, le 21/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENERGIE DU CONFOLENTAIS**

Parc éolien des Herbes Sauvages  
16 350 Le Bouchage

Références : 2025\_08\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0003102399

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement ENERGIE DU CONFOLENTAIS implanté. 16 350 Le Bouchage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la première inspection durant la 1<sup>re</sup> année après mise en service industrielle du parc éolien.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENERGIE DU CONFOLENTAIS
- . 16350 Le Bouchage
- Code AIOT : 0003102399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un parc éolien comprenant 4 éoliennes et un poste de livraison. La puissance maximale du parc est de 13,8 MW (raccordement en injection de 12 MW). L'établissement est soumis à Autorisation au titre de la rubrique 2980.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative-conformité à la mise en service
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des installations concernées par l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 3, 4 et 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	situation administrative	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Chiroptères/ avifaune	Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Avifaune	Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Protection des habitats	Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 9.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Essais sur chaque aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Contrôle des fixations et mâts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.3	Sans objet
8	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
12	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
14	Compétence-formation des personnels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
17	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
18	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
19	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de l'inspection ou consécutivement à celle-ci, l'exploitant a transmis la majeure partie des documents demandés pour justifier du respect de l'arrêté préfectoral du 04/11/2019 et de l'arrêté ministériel du 26/08/2011. Certains éléments restent néanmoins à justifier ou des documents doivent être transmis et quelques actions correctives pour notamment formaliser de façon plus concrète le repérage des éoliennes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des installations concernées par l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 3, 4 et 5				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par l'autorisation				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Article 3 :				
Les installations autorisées sont situées sur les communes de Le Bouchage et Vieux Ruffec parcelles et lieux-dits suivants :				
Installation	Coordonnées géographiques Lambert 93	Altitude terrain en m NGF	Commune Lieu-dit	Section Parcelle
X	Y	Z	171	Le Bouchage
E1	495617	6552030		
E2	495974	6551606	171	Le Bouchage
E3	497276	6550548	184	Vieux-Ruffec
O4	497888	6550506	169	Vieux-Ruffec
Poste de livraison	495866	6551600	172	Le Bouchage
Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation unique				
Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.				
Dans le mois qui suit l'implantation des éoliennes, l'exploitant s'assure, par un relevé des coordonnées géographiques et altimétriques, de la conformité de l'implantation des mâts et de la hauteur maximale en bout de pales. Il tient cette vérification à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'écart, il en informe sans délai les autorités compétentes intéressées.				
Article 5 :				
Les installations autorisées, constituées de 4 éoliennes d'une hauteur maximale de 180 m en bout de pale – puissance unitaire maximale 3,45 MW, relevant de la rubrique 2980-1 et 1 poste de livraison, sur la commune de Le Bouchage.				
<b>Constats :</b>				
L'exploitant a indiqué disposer d'un relevé géomètre qu'il a présenté lors de la réunion préalable. Sur site, à l'intérieur des mâts, il est constaté la présence de plaques constructeur comportant les références correspondant au dossier d'autorisation.				
En revanche sur site, il est noté l'absence de repérage des éoliennes sur les pancartes d'information de celles-ci et que celui apposé sur les mâts ne correspond pas à celui de l'arrêté d'autorisation. Par exemple l'éolienne E4 est repérée « 247469 et LBVR4 en chiffres de taille				

importante.
L'exploitant a ensuite transmis, après l'inspection, les relevés établis par un géomètre expert de l'implantation du mât des aérogénérateurs (relevé du 03/05/2023). Les coordonnées relevées correspondent à celles de l'arrêté d'autorisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en conformité l'identification des aérogénérateurs sur leurs mats et sur les pancartes de signalisation sur les chemins d'accès (désignation E1, E2 etc) pour être en adéquation avec son arrêté. L'exploitant transmettra les justificatifs associés aux actions correctives prises (photographies).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2-I et II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déclaration d'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. – À compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li> <li>— le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>— la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>— la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li> <li>— le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li> <li>— la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li> </ul> <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'administration n'avait pas eu connaissance de déclaration des données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du poste de livraison, ni de la date de la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p> <p>Selon les informations fournies lors de l'inspection, celle-ci aurait eu lieu le 21/12/2023.</p> <p>L'exploitant a ensuite transmis un courrier non daté de transmission auprès de la préfecture de Charente de la date de la mise en service industrielle des aérogénérateurs, confirmant la date du 21/12/2023.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a procédé à la demande d'enregistrement de l'installation. Celle-ci est en cours de traitement.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit finaliser la procédure de déclaration des données techniques relatives à l'installation. De façon générale, l'exploitant doit porter une attention particulière pour respecter les délais réglementaires pour aviser l'administration lors de chaque étape et en particulier la déclaration de mise en service industrielle des aérogénérateurs, celle-ci doit être réalisée dans un délai maximal de quinze jours conformément à l'article 2.2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Chiroptères/avifaune

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préservation des enjeux environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de bridage des aérogénérateurs, permettant de réduire les risques de collision des chiroptères, est mis en œuvre dès la mise en service du parc, selon le protocole suivant : Eoliennes concernées : toutes Période : 1er avril au 31 octobre, de une demi-heure avant le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure après le lever du soleil ; lorsque les conditions simultanées suivantes sont réunies : » Vent inférieur à 6 m/s à hauteur de moyeu ; * température supérieure à 10 °C à hauteur de moyeu : * absence de pluie ou de brouillard. À la mise en service de son installation, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement du bridage « chiroptères » et en établit, après 3 mois cumulés de mise en œuvre au cours de la période de bridage retenue, un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de constat d'impacts environnementaux significatifs, l'exploitant met en œuvre un plan de bridage plus contraignant sans attendre la validation de l'inspection des installations classées. Une étude de l'activité en altitude des chauves souris est réalisée sur deux ans au niveau de E3 ou E4. Cette étude sera couplée avec le suivi de mortalité pour déterminer les éventuelles modifications du bridage. Un suivi de la mortalité des chiroptères et de l'avifaune est réalisé, entre le mois de mars et le début du mois de décembre au pied de toutes les éoliennes. Ce suivi représente un minimum de 30 passages sur la période indiquée qui peut être augmenté après réalisation des tests de persistance de cadavres tels que prévus par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres national en vigueur et doit être réalisé conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un devis portant sur le suivi de la mortalité des chiroptères et de l'avifaune. Celui-ci reprend bien les conditions de la prescription. L'exploitant a transmis un fichier retraçant l'activité des machines depuis le 4 avril 2024 jusqu'au 29 octobre 2024. Il apparaît des arrêts pour toutes les machines avec un nombre d'arrêts ou informations sensiblement le même pour toutes les éoliennes sur cette période : E1 (2396), E2 (2398), E3 (2395) et E4 (2397), mais le document est difficilement exploitable car : <ul style="list-style-type: none"> <li>il indique des durées de coupure variables de 32'' le 11/08/2024 à 42h50'15'' le 29/10/2024) et des durées équivalent à une nuit (ex 01, 03, 12/08),</li> <li>certaines informations sont à expliquer : « Warning Type B (informative)", "Information" car</li> </ul>

elles ne comportent pas de temps d'arrêt associé alors que c'est le cas pour « External Stop »,

- constat de nombreux arrêts et multiples le même jour (exemple le 12/08 où 49 informations Sensor Fault (Various) Warning mais seulement 7 External Stop),
- les données de température et vent ne sont pas indiquées.

Il a été indiqué à l'exploitant qu'un graphique présentant la perte d'injection de courant sur le réseau serait plus parlant.

L'exploitant a explicité en séance la définition de chaque terme et sa traduction sur les aérogénérateurs en lien avec le bridage et a par ailleurs montré à l'inspection lors de la réunion préalable un graphique beaucoup plus explicite qui reflète mieux les temps de bridage chiroptères.

L'exploitant a également indiqué que l'étude de l'activité en altitude des chauves souris a été supervisée par le bureau d'études Biotope et réalisée sur E4 de mars jusqu'à la veille de l'inspection (donc le 09/12/2024) et que les micros d'enregistrement placés en pied de machine et en nacelle ont été enlevés le 09/12/2024.

- Sur la mortalité, peu d'informations sont transmises. À ce jour, le 02/08/2024 l'exploitant a transmis une fiche de déclaration de mortalité (alouette des champs constatée le 03/07/2024). L'exploitant n'a pas fourni les résultats de l'étude de l'activité en altitude des chauves souris réalisée sur deux ans au niveau de E3 ou E4. Il devra préciser l'éolienne choisie et les modalités d'étude.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant :

1. transmettra, **sous 3 mois**, un graphique type liant la perte d'injection de courant sur le réseau correspondant à minima à une journée de bridage chiroptères, tel que par exemple le 12/08/2024 vu en réunion, associant les données de température et vent
2. transmettra, **sous 3 mois**, le rapport intermédiaire de l'étude d'écoute de l'activité en altitude des chauves-souris supervisée par le bureau d'études Biotope.

La justification de l'efficacité du bridage chiroptères avec près d'une année de recul en termes d'exploitation du parc éoliens devra être fournie à l'inspection **sous 3 mois**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 4 : Avifaune**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préservation des enjeux environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi sur 2 ans est réalisé sur l'avifaune : — Migratrice, dont la Grue cendrée : 6 passages au minimum répartis entre février et mi-mai et entre fin août et mi-novembre, — nicheuse de plaine : 8 passages au minimum entre mi-avril et mi-août avec une attention particulière sur la reproduction des busards. Les résultats de ces suivis sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées,
<b>Constats :</b> À la date de l'inspection, le résultat sur la première année de suivi réalisé sur l'avifaune migratrice (dont la Grue cendrée) et nicheuse de plaine (avec attention particulière sur reproduction des busards) n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant a indiqué que celui-ci est en cours d'élaboration par l'association Charente Nature en charge de ce suivi (rapport à venir d'ici mars 2025).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra, sous 3 mois, à l'inspection le résultat sur la première année de suivi réalisé sur l'avifaune migratrice (dont la Grue cendrée) et nicheuse de plaine (avec attention particulière sur reproduction des busards).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Protection des habitats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Préservation des enjeux environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, dans le cas de destruction de haies, replanter a minima à hauteur du double du linéaire impacté. De nouvelles haies par rapport à celles identifiées dans l'étude d'impact devront être localisées autour du projet. La convention entre l'exploitant et l'organisme spécialiste dans la valorisation écologique et paysagère est tenue à la disposition de l'inspection ainsi que le programme détaillé des travaux mis en œuvre. Les plantations sont composées d'essences locales et de provenance locale lorsqu'elles sont disponibles, Les éléments justifiant de la réalisation de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> A date, aucun document n'est transmis sur le sujet des haies. Un échange téléphonique avec M. François Taraud du pôle environnement de wpd windmanager, a indiqué que des haies ont bien été plantées et a convenu de transmettre à l'inspection des installations classées un plan localisant les haies de compensation, le métrage du linéaire concerné et le cas échéant les conventions signées. L'exploitant a transmis après l'inspection un document établi par l'entreprise Prom'haies

<p>consistant en une cartographie avec les quantités d'arbres ou haies réparties sur divers sites.</p> <p>Cependant, ce document non daté ne permet pas de vérifier s'il s'agit d'un projet ou d'une réalisation effective. De plus, il ne comporte pas de comparaison haies détruites/haies plantées permettant de s'assurer du respect du minima à hauteur du double du linéaire impacté.</p> <p>L'inspection a néanmoins pu constater ponctuellement la plantation récente d'une haie sur une portion du chemin d'accès à l'éolienne E3 à proximité des panneaux d'information implantés par l'exploitant sur le chemin de randonnée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de vérifier l'effectivité du respect de la prescription avec à minima la comparaison haies détruites/haies plantées permettant de s'assurer du respect du minima à hauteur du double du linéaire impacté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Protection du paysage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Préservation des enjeux environnementaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors de la première saison hivernale, après la construction de la dernière éolienne, l'exploitant vérifie la conformité de l'impact visuel de son installation par rapport à l'impact visuel prédit par l'étude d'impact, notamment concernant les vues depuis Nanteuil-en-Vallée, église de Messeux, depuis le côté nord de Surin. Cette vérification donne lieu de comparaison de chaque photomontage avec la prise de vue réelle correspondante ; pendant les prises de vue, les nacelles sont orientées au maximum face au point de vue. En cas d'écart par rapport à la situation attendue, l'exploitant informe l'inspection des installations classées. Le rapport de vérification est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A date, aucun document n'est fourni sur la conformité de l'impact visuel réel de l'installation par rapport à l'impact visuel prédit par l'étude d'impact, notamment concernant les vues depuis Nanteuil-en-Vallée, église de Messeux, depuis le côté nord de Surin.</p> <p>Après échange téléphonique avec Monsieur Taraud, celui-ci a indiqué que ces documents ont pu être établis.</p> <p>Après l'inspection, l'exploitant a transmis les documents comparatifs.</p> <p>Les photographies après implantation du parc ont été prises en janvier 2024.</p> <p>Celles-ci ne font pas ressortir de divergences particulières sur l'impact visuel prédit par les photomontages originels faits en 2016 et intégrés à l'étude d'impact, notamment concernant les vues depuis Nanteuil-en-Vallée, église de Messeux, depuis le côté nord de Surin.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2019, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures de bridage telles que définies dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation sont mises en œuvre et réajustées le cas échéant, après accord de l'inspection, au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— de l'évolution technologique,</li> <li>— des mesures de la situation acoustique réalisées en application de l'article 10 du présent arrêté.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant le bridage de l'activité des éoliennes. Deux mesures de la situation acoustique sont effectuées en période estivale et hivernale dans des conditions météorologiques et saisonnières susceptibles de générer les émergences sonores les plus pénalisantes pour les riverains dans un délai de 12 mois à compter de la date de mise en service de la totalité de l'installation pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier avec l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ce contrôle est effectué par un organisme ou une personne qualifiée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de mesures de réception acoustique en période végétative (estivale) daté du 30/09/2024 établi par la société Erea Ingenierie qui a porté sur 15 points représentatifs des hameaux les plus exposés au parc du 27 juin au 6 août 2024.</p> <p>Il est noté que l'installation respecte les valeurs acoustiques réglementaires mais il est relevé que le nombre d'échantillons ne serait pas suffisant pour conclure sur certaines vitesses de vents. Exemple : le nombre d'échantillons (inférieur à 10) pour la classe 5 m/s de nuit, n'est pas suffisant sur plusieurs secteurs.</p> <p>Il apparaît que la mise en service industrielle du parc éolien ayant eu lieu le 21 décembre 2023, les mesures en période hivernale auraient dû être réalisées. Cependant, l'exploitant a indiqué que celle-ci réalisée par ce même bureau d'étude est en cours.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'une plainte a déjà été émise par un riverain le 11 novembre 2024 auprès de l'exploitant et de l'inspection des installations classées, alors même que le parc avait été mis en service depuis peu.</p> <p>L'exploitant a communiqué le courrier de réponse destiné au plaignant, dans lequel il indique qu'une nouvelle campagne de mesures de l'impact sonore des éoliennes a démarré le lundi 18/11/2024 et procédera au vu des résultats aux ajustements des paramétrages prévus pour garantir le respect de la réglementation en vigueur et préserver l'environnement sonore.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• transmettre les résultats de la nouvelle campagne de mesures de l'impact sonore des éoliennes qui ont démarré le lundi 18/11/2024. Il devra être contrôlé que ces nouvelles mesures permettent de conclure sur l'ensemble des vitesses de vents pour lesquelles le nombre d'échantillons sur plusieurs secteurs était insuffisant lors de la campagne estivale,</li> <li>• indiquer, les éventuels ajustements des paramétrages découlant des résultats de ces études, pour garantir le respect de la réglementation en vigueur et préserver l'environnement sonore,</li> <li>• aviser le plaignant, comme il l'indique dans sa lettre de réponse en date du 2 décembre</li> </ul>

2024, des enseignements tirés de la nouvelle campagne de mesures de l'impact sonore des éoliennes et des éventuels ajustements en découlant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cet accès est entretenu.</p> <p>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite sur site a permis de constater que les voies d'accès aux éoliennes E3 et E4 sont carrossables et que les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le rapport final établi par le bureau de contrôle Apave en date du 10/01/2023 portant sur le contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation. Rapport sans observations.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni de rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens du code de l'environnement (ou de justification de l'obtention d'une telle reconnaissance auprès du ministère en charge des ICPE) pour attester de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant devra transmettre un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens du code de l'environnement (ou justifiant de l'obtention d'une telle reconnaissance auprès du ministère en charge des ICPE) pour attester de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un document rédigé en Anglais par le constructeur Vesta intitulé « Protection contre la foudre et compatibilité électromagnétique » daté du 17 janvier 2017. Ce document n'est pas le rapport attendu car il porte sur la description de la conception du système de protection contre la foudre et la protection contre les effets environnementaux électromagnétiques indésirables.</p> <p>Il est également transmis le rapport de vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail établi par le bureau de contrôle Apave en date du 30/08/2024. Ce rapport porte sur les éoliennes et comporte 7 observations portant principalement sur la nécessité de mettre en place un bloc autonome portatif d'intervention (BAPI) dans chaque éolienne.</p> <p>Ce document n'est pas le rapport attendu, il ne traite que de la mise à la terre du poste de livraison (conforme) mais pas des aérogénérateurs.</p> <p>L'exploitant a ensuite transmis un rapport d'assistance technique établi par le bureau de contrôle Socotec en date du 27/12/2022 suite à la mesure de résistance de prise de terre sur le parc éolien ; mesure prise en phase chantier. Ce document n'est pas le rapport attendu, étant antérieur à la construction du parc et la mission portant sur la mesure des terres locales.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier que la mise à la terre est conforme à la norme NF EN IEC 61 400-24 et transmettre à cet effet un rapport de contrôle d'un organisme compétent attestant de la mise à la terre effective et fonctionnelle de l'installation.</p> <p>La conformité « foudre » doit être apportée pour l'ensemble des éoliennes et du PDL.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : — les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; — pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une déclaration de conformité rédigée en anglais, établie par le fabricant Vesta à la date du 4 février 2020, attestant que les machines V105 / V112 / V117 / V126 / V136 – 3.45/3.6/3.8 MW, satisfont à toutes les dispositions de la directive 2006/42/EC ainsi que notamment aux directives 2014/35/EC (low voltage directive), 2016/425 (Personal Protective Equipment Regulation) et CEM 2014/30/UE (Electromagnetic Compatibility Directive). La déclaration de conformité des machines portant les n° de série 247466 / 247467 / 247468 / 247469 est signée par le représentant de Vestas Quality et le chef de projet responsable de l'installation de la turbine à la date du 9 février 2024. Il est également transmis un rapport de vérification initiale des installations électriques établi par le bureau de contrôle Apave en date du 24/07/2024 établi au titre du code du travail en prenant en compte les normes NF C 15-100 et NF C 13-200 applicables. Ce rapport est caduc car remplacé par celui cité dans le point de contrôle précédent, à savoir le rapport du 30/08/2024 qui comporte quelques remarques mineures (mise en place nécessaire de bloc autonome portable d'intervention dans chaque aérogénérateur).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit lever les remarques mineures contenues dans le rapport de vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail établi par le bureau de contrôle Apave en date du 30/08/2024 (mise en place nécessaire de bloc autonome portable d'intervention dans chaque aérogénérateur). L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs attestant de la levée des anomalies supra.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Balisage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b> Les documents justifiant de la conformité du balisage des éoliennes n'ont pas été transmis comme demandé pour l'inspection préalablement à celle-ci. En revanche, l'exploitant a transmis après l'inspection le certificat de conformité de matériel de balisage n°2018-089/OBS établi le 20/12/2018 par le service technique de l'Aviation Civile et une photographie de l'identification du matériel permettant de justifier de la concordance entre document et matériel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Identification des aérogénérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des aérogénérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : — les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; — l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; — la mise en garde face aux risques d'électrocution ; — la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<b>Constats :</b> Sur site, il est constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>• les éoliennes comportent sur leur mat une identification (une série de chiffres et une suite de lettre et chiffres) non-conforme à celle prévue par l'arrêté d'autorisation (E1, E2, etc.). L'éolienne E4 par exemple est ainsi identifiée 247469 ET LBVR4, ainsi, aucune correspondance simple ne peut être réalisée ;</li><li>• le numéro correspondant à la déclaration (base Oreol) n'a pas été effectué,</li><li>• les panneaux sur le chemin d'accès de chaque éolienne comportent bien les consignes de sécurité ; en revanche, ils ne comportent pas d'élément permettant d'identifier l'aérogénérateur situé à proximité de cet accès.</li></ul> Ces éléments constituent une source de difficulté de localisation précise des différents aérogénérateurs du parc et induisent des risques de confusion possible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence la réalité de son installation avec son dossier



d'autorisation en utilisant une désignation simple et conforme E1, E2, etc. sur chaque mat et en rappelant celle-ci sur les panneaux sur les chemins d'accès. L'exploitant transmettra les justificatifs associés aux actions correctives prises (photographies). L'exploitant procédera également à l'affichage du numéro correspondant à la déclaration (base Oreol) après avoir effectué cette déclaration au préalable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Compétence-formation des personnels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, gestion du risque accidentel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les personnels disposent de diverses formations support pour le domaine éolien, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• travaux en hauteur,</li> <li>• habilitation électrique,</li> <li>• SST (santé sécurité au travail - notamment simulation malaise dans un aérogénérateur),</li> <li>• incendie (notamment feu en nacelle)</li> </ul> <p>Chaque personnel dispose d'un carnet de suivi des formations dispensées avec durée de validité (en moyenne 2 ans).</p> <p>Des exercices sont organisés régulièrement sur divers sites éoliens.</p> <p>En réunion ont été présentés un carnet de formation individuel et le registre global pour divers personnels de la société WPD windmanager ayant suivi les modules Global Wind Organisation (GWO).</p> <p>L'exploitant a transmis après l'inspection les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• compte-rendu d'exercice effectué le 24/06/2024 : entraînement à la gestion d'urgence dans le cas d'un incendie en nacelle consistant en la simulation d'un départ de feu de l'armoire électrique de la nacelle pour tester la réactivité et le comportement adopté par le personnel</li> <li>• compte-rendu d'exercice réalisé en situation de simulation de malaise d'un personnel en nacelle machine avec intervention des secours spécialisés (pompiers du SDIS/Grimp)</li> <li>• le tableau de suivi des formations des personnels de la société WPD windmanager.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais sur chaque aérogénérateur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. – un arrêt ;  — un arrêt d'urgence ;  — un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les procédures de démarrage établies par le fabricant Vesta en date du 28 octobre 2021. Ce document retrace les opérations effectuées. Il apparaît notamment pour l'éolienne E1 la réalisation de divers tests : tests du signal de déclenchement de la détection d'arc, du signal de déclenchement du système de détection de fumée réalisés le 13/09/2023, tests de vérification des mesures de la vitesse du vent et de températures cohérentes le 19/09/2023, test des boutons d'arrêt d'urgence individuels dans la tour et la nacelle effectués le 21/09/2023.</p> <p>Il ressort que les tests de la surveillance de la survitesse n'ont été effectués sur aucune éolienne, hormis E4 partiellement. La liste de contrôles « check ICPE » mentionne non applicable cet item. L'exploitant doit en expliquer les raisons et les réaliser.</p> <p>En réunion, l'exploitant a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les procédures du constructeur imposent une durée minimale de 240 heures de fonctionnement en phase test</li> <li>• pour ce modèle d'aérogénérateur le contrôle de survitesse ne peut être effectué, d'où le commentaire NA (non applicable) car en régime de fonctionnement normal, les modules de gestion machine analysent en permanence la vitesse de rotation machine (calcul vitesse) ne permettant pas la dérive vers la survitesse. Le test manuel ne serait donc plus réalisable en manuel. <b>Pour rappel, l'arrêté prévoit la possibilité de réaliser un arrêt d'urgence en simulant un régime de survitesse ; ceci permet de tenir compte des configurations comme ici où l'essai en réel n'est pas faisable.</b></li> </ul> <p>Après l'inspection, l'exploitant a transmis l'attestation établie par le constructeur Vestas en date du 09/12/2024 spécifiant que les paramètres de surveillance en continu et les auto-diagnostics intégrés sont considérés comme adéquats à assurer la protection contre la survitesse et peuvent remplacer les tests de survitesse effectués lors de la mise en service et de la maintenance annuelle. L'inspection en prend note.</p> <p><b>L'exploitant doit être en mesure de pouvoir démontrer et justifier que ce qui précède permet bien de valider la conformité de l'arrêt des machines dans le cas où un régime de survitesse viendrait à se produire.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 16 : Contrôle des fixations et mâts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles des équipements de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les compte-rendus de contrôles visuels de ces items à 3 mois réalisés par le constructeur Vestas pour les 4 éoliennes du parc (modèle Vesta 136) le 13/12/2023 pour les éoliennes E1 et E4, le 14/12/2023 pour l'éolienne E3 puis le 09/01/2024 pour E2. L'inspection note que les contrôles visuels présentés ne sont pas établis 3 mois après la mise en service industrielle, étant même antérieurs à celle-ci, à savoir le 21/12/2023. Pour autant, les contrôles sont satisfaisants.</p> <p>L'exploitant a aussi transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les rapports de contrôles des serrages des éléments constitutifs du mât à 1 an été réalisés par la société AGV Industry. Le rapport d'intervention établi en anglais et daté du 02/09/2024 porte sur des contrôles réalisés le 30/08/2024 (E1, E3), 31/08/2024 (E2) et le 03/09/2024 (E4)</li> <li>les compte-rendus de maintenance après 1 an réalisés par la société Vesta (octobre 2024). Le rapport est rédigé en majeure partie en anglais.</li> </ul> <p>Ces documents ne font pas ressortir d'anomalie.</p> <p>L'exploitant a transmis après l'inspection de nouveaux compte-rendus d'inspection visuelle par drone des pales par le constructeur Vesta (contrôles du 08/11/2024) qui ne font pas ressortir de</p>

dommages particuliers. Le rapport est rédigé en anglais.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre à la disposition de l'inspection et lui transmettre le cas échéant les documents tels que rapports, registres manuels et consignes en version française depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2022 conformément aux dispositions de l'article 2.3 I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Manuel d'entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des opérations de maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un cahier des charges de maintenance valant manuel d'entretien (document confidentiel fabricant) et d'un suivi informatisé valant registre des opérations de maintenance (vu aussi au PC 13) qui recense les diverses opérations incluant également des opérations simples telles qu'entrée à l'intérieur du mât, demandes arrêts machines, pouvant toutes être retracées par le code associé. Plusieurs événements ont pu être observés et retracés à l'occasion des tests et essais demandés lors de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>— les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>— les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>— les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>— le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le listing des mesures de sécurité pour les opérateurs et les techniciens rédigé par le fabricant Vestas (27/02/2020) ainsi que le plan de prévention annuel et les procédures d'urgence – astreinte téléphonique. Ces documents recensent bien les situations et les actions à mener. Dans l'aérogénérateur E4 inspecté, il est constaté la présence de consignes « simples » en pied de mât, procédures d'alertes avec les numéros d'appels des services de secours concernés. Lors des échanges, les personnels présents ont pu indiquer les procédures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b> Sur place, il est constaté la présence d'extincteurs appropriés aux risques en nacelle machine (partie supérieure de la machine) et au pied à l'intérieur de l'aérogénérateur inspecté (éolienne E4). Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite